

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 29/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VEOLIA NORMANDIE PROPLETE**

rue gustave Eiffel  
76330 Port-Jérôme-Sur-Seine

Références : -  
Code AIOT : 0005803162

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement VEOLIA NORMANDIE PROPLETE implanté 19, rue Raoul Dufy 76330 Port-Jérôme-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site considéré a été identifié lors du recensement des installations classées pour la protection de l'environnement en situation de cessation d'activité dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel.

La visite d'inspection s'inscrit dans ce cadre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA NORMANDIE PROPLETE
- 19, rue Raoul Dufy 76330 Port-Jérôme-sur-Seine
- Code AIOT : 0005803162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEOLIA NORMANDIE PROPLETE a exploité un centre de transfert et de tri déchets ménagers et de déchets industriels banals autorisé par arrêté préfectoral en date du 14 avril 1998 (au bénéfice de la société COLLECTE PROPLETE NORMANDE, dernier changement d'exploitant réalisé par la société VEOLIA NORMANDIE PROPLETE le 25 septembre 2007).

La cessation d'activité a été notifiée le 5 mai 2009 pour un arrêt définitif des installations au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Classement ICPE   | Code de l'environnement du 16/09/2007, article R.511-9 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|--------------------------|---|-------------------|
| 1  | Mise à l'arrêt définitif | Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La recherche documentaire a permis d'identifier qu'un arrêté de servitudes d'utilité publique, actant la clôture de la procédure de cessation d'activité du centre de transfert et de tri déchets ménagers et de déchets industriels banals, a été pris le 27 juin 2011. Ce dernier a fait en conséquence l'objet d'une publication sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>, cf. **Annexe 1**).

Il a toutefois été constaté la présence sur site d'une quinzaine-vingtaine de bennes « VEOLIA PROPRETE ». La société VEOLIA PROPRETE se positionnera sur le classement ou le non-classement de l'activité actuellement menée sur le site de l'ancien centre de transfert et de tri déchets au regard de la nomenclature relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le cas échéant, la société VEOLIA PROPRETE procédera à la régularisation administrative de son exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à l'arrêt définitif

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité du site – réhabilitation des terrains   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>R.512-39-1 :<br>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.<br>II. La notification [...] indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;<br>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;<br>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;<br>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.<br>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.<br><br>R.512-39-3 :<br>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés [...], l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :<br>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;<br>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;<br>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;<br>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. |
| <b>Constats :</b><br><br>La cessation d'activité a été notifiée le 5 mai 2009 pour un arrêt définitif des installations prévu au 1 <sup>er</sup> septembre 2009.<br><br>La recherche documentaire a permis d'identifier qu'un arrêté de servitudes d'utilité publique, actant la clôture de la procédure de cessation d'activité du centre de transfert et de tri déchets ménagers et de déchets industriels banals, a été pris le 27 juin 2011. En conséquence, les informations relatives à la procédure de cessation d'activité menée de 2009 à 2011 ont été conservées sur le site internet Géorisques ( <a href="https://www.georisques.gouv.fr">https://www.georisques.gouv.fr</a> ) et l'arrêté de servitude  |

|   |
|---|
| a fait l'objet d'une publication sur le même site (cf. <b>Annexe 1</b> ).   |
| Sur site, il a été constaté que le site est clôturé. Le portail d'accès était ouvert. Des panneaux interdisant l'accès sont en revanche présents. La dalle béton a été conservée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 2 : Classement ICPE**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2007, article R.511-9   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation Administrative  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a toutefois été constaté la présence sur site d'une quinzaine-vingtaine de bennes « VEOLIA PROPRETE ». L'examen de la benne située à l'entrée du site a mis en évidence que cette dernière était remplie de déchets cartonnés (cf. photographies). Il n'a en revanche pas pu être estimé la quantité totale de déchets présents sur site ainsi que la nature exacte de l'ensemble des déchets présents dans l'intégralité des bennes.</p> <p>Bien que cet usage des terrains ne contrevienne pas aux restrictions d'usages fixées par l'arrêté de servitude d'utilité publique (usage industriel autorisé sur site), cette activité est susceptible d'être classée au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. En outre, l'arrêté de servitude d'utilité publique indique des obligations pour tout aménagement dans le périmètre délimité par cet arrêté.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande n°1</u> : La société VEOLIA PROPRETE se positionnera sur le classement ou le non-classement de l'activité actuellement menée sur le site de l'ancien centre de transfert et de tri de déchets au regard de la nomenclature relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (consultable ici : <a href="https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe">https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe</a>), notamment vis-à-vis de la partie déchets (rubriques n°27xx) et plus particulièrement des rubriques n°2714 et n°2716 de cette même nomenclature. Le cas échéant, la société VEOLIA PROPRETE procédera à la régularisation administrative de son exploitation.</p> <p><u>Demande n°2</u> : La société VEOLIA PROPRETE doit également se positionner sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral de servitude d'utilité publique relatives aux nouveaux aménagements sur le terrain.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |